

Temps libre : modes d'emploi de la Suisse

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1982)**

Heft 644

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1013121>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

1964-1982: rappel

Il est des débats jamais clos qui menacent à tout instant de resurgir. Lorsqu'on les aborde, on a le sentiment de répéter inlassablement les mêmes vieilles rengaines. Ainsi en est-il de la «dépolarisation», de la «désresponsabilisation».

Et pourtant, si nos quotidiens, nos hommes politiques dépassent rarement le stade des lamentations, ce n'est peut-être pas par hasard. Permettez-moi de rappeler, en le reprenant à mon compte, le raisonnement tenu par Sartre il y a bientôt vingt ans: dire du citoyen qu'il est dépolarisé, c'est finalement le souhaiter tel. A force de lui présenter l'image d'un être qui a «démissionné», on aboutit à ce qu'il s'y reconnaisse et, puisque la grande majorité lui res-

semble, à ce qu'il s'y conforme. Il s'agit donc de savoir que nous sommes politiques et responsables en dépit de nous-mêmes et que «la dépolarisation n'est pas une donnée de fait; c'est le résultat d'une lutte que mènent l'Etat, la grande industrie et le commerce avec leurs appareils de propagande et de diffusion. Et le rôle de la gauche, aujourd'hui, doit être d'organiser la contre-offensive.»¹

Aujourd'hui, c'est-à-dire en 1982 et non plus en 1964, nous savons que cette contre-offensive est heureusement engagée par le mouvement des consommateurs, les groupements de quartiers, les écologistes... Rappel pas forcément inutile pourtant: ne vous arrive-t-il pas parfois de tenir ce langage de désolation?

Francine Crettaz.

¹ Jean-Paul Sartre, *L'Alibi*, «Le Nouvel Observateur» (19.11.64).

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Vicaire du Christ et messager

De la *Fédération Internationale des Droits de l'Homme*, je reçois cette lettre, adressée à «Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II»:

«Votre Sainteté,

»Le voyage que Votre Sainteté va entreprendre en Argentine constitue pour notre Fédération, profondément préoccupée par le sort tragique des disparus de leurs familles, un grand espoir. En effet, intervenant en messager de paix auprès du gouvernement argentin, Votre Sainteté se trouvera dans une position unique pour faire prévaloir auprès de celui-ci la nécessité d'un geste d'humanité qui s'impose à un pays catholique.

»Notre Fédération tient à votre disposition des informations nombreuses, précises et sûres concernant des personnes disparues et les circonstances

de leur enlèvement. De ces personnes — parmi lesquelles figurent, comme vous le savez, deux religieuses françaises et plusieurs prêtres — certaines, nous le savons de source sûre, sont décédées et leurs familles devraient au moins être informées officiellement, de façon exacte, des circonstances et de la date de leur mort; mais pour les autres, il est encore temps d'intervenir (...)

»Le sort de ces personnes éprouvées au-delà de ce qui se peut concevoir est donc entre les mains de Votre Sainteté, Vicaire du Christ.

»La population genevoise, qui aura le grand honneur de nous accueillir le 15 juin prochain et dont un membre, l'étudiant suisse Alexis Jaccard, fait partie de ces disparus, recueillera elle aussi avec reconnaissance les nouvelles et les assurances qu'apportera Votre Sainteté.»

Commentaires? Sauf erreur, cette lettre n'a pas trouvé grand écho dans notre presse...

* * *

Ayant été invité à participer à «Six heures pour la

Turquie», j'ai eu la curiosité de me renseigner un peu sur un pays dont j'ignorais tout.

... Constatant que la population de la Turquie a passé de 30 millions en 1964 à 44 millions en 1982 — la ville d'Ankara, notamment, augmentant de 100 000 habitants par année entre 64 et 67. Et comme il est peu probable qu'on leur offre des logements convenables et du travail, le résultat inévitable; misère, drogue, prostitution, nombre plus ou moins grand de malheureux réduits aux expédients — donc police, répression, loi martiale, etc. Car sur la démographie galopante vint se greffer le phénomène de la désertion des campagnes...

On songe à ce beau texte de Michel Dentan: «Ils y étaient nombreux, ceux dont le manque de descendants avait irrémédiablement fermé la maison, sur laquelle à présent, planait comme une malédiction. D'autres chalets encore ouverts, vivaient dans le silence que ne trouble aucun cri d'enfant, et la monotone ordonnance de leurs chambres sans jouets épars sur le sol. Dans le pays tout entier, n'en était-il pas de même? Ses campagnes désertées, ses champs sans laboureurs, ses chaumières à l'abandon!» (*Devant les cimes blanches*)

J. C.

TEMPS LIBRE

Modes d'emploi de la Suisse

Pour vos vacances, à introduire entre quelques couches de romans policiers et de bandes dessinées, trois petites sommes indispensables pour décrypter l'actualité.

L'ÎLE ET L'ASILE

«Vrai» réfugié, «faux» réfugié, «nouveau» réfugié, réfugié «économique», réfugié «de facto»:

le premier mérite du bouquin de 150 pages que vient de publier (aux Editions d'En Bas) Marie-Caloz-Tschopp sous le titre «Le tamis helvétique» est de mettre clairement les cartes sur la table. Constat précis, sérieusement documenté, faisant la part du droit et de la pratique sur le terrain: l'histoire du droit d'asile dans notre pays, les textes qui régissent le statut des réfugiés, les différents organismes concernés, autant de chapitres clairs, de données puisées à bonne source, indispensables à un débat débarassé des idées toutes faites, des préjugés. Mais l'auteur va plus loin et son diagnostic ne s'embarasse pas de faux-fuyants. Citons: «La définition de la notion de 'réfugié', tant dans la Convention de 1951 que dans la loi d'asile suisse d'octobre 1979 pensée pour les réfugiés européens de l'après-guerre (et adaptée dans la loi suisse à la réalité des réfugiés de l'Europe de l'Est avec le fameux élargissement de la notion de persécution grâce à 'la pression psychique insupportable'), est caduque, anachronique déjà. La multiplicité des définitions produites pour 'nommer' le nouveau phénomène social des réfugiés des autres continents démontre que dans le langage — ce miroir de l'inconscient social — est en œuvre également ce mécanisme de discrimination, cette catégorisation des personnes qui demandent l'asile. Les structures d'accueil, d'assistance et d'intégration débordées, les mesures d'urgences répressives (officiellement on dit 'dissuasives'), les tentatives diverses pour colmater les brèches, laissent entrevoir les ratés du un miroir tendu à la Suisse; elle doit oser se regarder en face.

UN PROGRAMME POUR LA SSR

Surenchères commerciales, politiques, financières: la radio et surtout la télévision en voient, depuis quelques années, de toutes les couleurs. Exercices de haute voltige sur les mots: la liberté, celle de communiquer, celle d'informer, celle de divertir, celle de choisir sa culture et son abrutissement, en bref la liberté du commerce des ondes et de l'indus-

trie de l'imaginaire masque toutes les mainmises, plus ou moins occultes, toutes les confiscations. Finalement, il n'est pas certain que l'on sache encore de quoi on parle (beaucoup)!

Dans ces conditions, l'élémentaire prudence, au moment où le progrès technique emballe la machine — le câble et les satellites — c'est de donner leur contenu aux formules galvaudées, de fixer des points de repère, de jalonner l'avenir pour éviter autant que possible les faits accomplis. Dans un ouvrage qui vient de paraître «Le Service public de radio et de télévision» (aux Editions René Thonney-Dupraz, Lausanne 1982), Blaise Rostan s'attelle à cette tâche de première urgence.

Rappels historiques et analyses minutieuses de la naissance et du développement du système helvétique de radio/télévision, panorama complet des dispositifs de contrôle parlementaire, gouvernemental et judiciaire (jurisprudence de l'autorité de surveillance et du Tribunal fédéral): à travers ce travail de reconstitution — aux lourdeurs propres à ce genre de sommes juridiques — on retrouve les racines de tous les conflits qui défrayent aujourd'hui l'actualité des médias dans notre pays. Salutaire mise en perspective.

Pour couronner le tout, l'auteur noue en quelque sorte la gerbe de toutes les décisions pratiques prises dans ce secteur crucial depuis une cinquantaine d'années, donnant sa cohérence à un système bâti sur une base constitutionnelle quasi-inexistante, lui conférant enfin ses lettres de noblesse dans une mission de service public bien compris, mise en œuvre d'«une activité visant à satisfaire l'intérêt général et prise en charge à cette fin par la collectivité publique». Tout un programme.

COMPRENDRE LE DROIT

Auteur miraculeusement intelligible, Jean-François Aubert, professeur de droit constitution-

nel et par ailleurs législateur praticien, nous livre, enfin, un supplément à son traité de droit constitutionnel, paru il y a déjà quinze ans (bien supportés). Un peu cher, certes, ce troisième volume — autant que les deux premiers ensemble — mais infiniment précieux. A ranger à portée de main pour futures consultations, non sans avoir lu les édifiantes pages de mise à jour concernant la liberté du commerce et de l'industrie. Où l'on trouve notamment ce merveilleux sous-entendu: «L'idée qu'on se fait des diverses sortes de restrictions à la liberté économique s'est nuancée depuis quelques années. Mais en se nuancant, on doit convenir qu'elle s'est un peu embrouillée.» (Editions Ides et Calendes, Neuchâtel: «Traité de droit constitutionnel suisse, supplément 1967-1982»).

ÉTÉ

La permanence de DP

Non: «Domaine Public» ne cessera pas de paraître en juillet et en août, sous le prétexte du soleil, des vacances ou de l'engourdissement estival et traditionnel de l'actualité.

Mais en vertu d'un contrat passé avec ses abonnés et amis, un contrat aussi vieux que la parution hebdomadaire et fort bienvenu pour une rédaction d'«amateurs» qui consacrent au journal une part de leur temps libre, «Domaine Public», pendant deux mois, passe au rythme bi-mensuel.

Le temps de souffler, de faire le point, de remettre sur le métier des sujets évanouis dans la tourmente hebdomadaire, de fixer les caps de la rentrée.

Une «détente» studieuse dont l'équipe de DP n'a garde d'oublier qu'elle la doit à ses lecteurs. Merci.

A charge de revanche, dans ces colonnes.

PS. Date de sortie des quatre prochains numéros:

DP 645: 15 juillet;

DP 646: 29 juillet;

DP 647: 12 août;

DP 648: 26 août.